

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Hôtel de Ville de Libreville : à qui le poste de 5e adjoint au maire ?

ENA
Libreville/Gabon

L'ÉLECTION du nouveau maire central de Libreville, Eugène Mba, a eu lieu le 29 décembre 2020. Ce dernier, avant d'occuper le poste de président du Conseil municipal, était 5e adjoint au maire de Libreville. Jusqu'à ce jour, ce poste demeure vacant et demande à être pourvu. D'où la question légitime qui taraude les esprits : qui sera le futur 5e adjoint au maire de Libreville, en remplacement du maire titulaire actuel ?

Lorsque l'on regarde la configuration politique de ce Conseil, il va de soi que l'hégémonie du Parti démocratique gabonais (PDG) ne souffre d'aucune contestation possible. Et cette tête de proue de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) compte et compose aussi avec d'autres partis de cette galaxie, dont le Centre des libéraux réformateurs de Jean-Boniface Assélé. On ne saurait également perdre de vue la présence de quelques partis de l'opposition comme l'Union nationale dont on dit, selon certaines indiscretions, qu'ils caresseraient le rêve d'accéder à ce strapontin du 5e adjoint au maire. Puisqu'il est évident que c'est à l'intérieur de la MRSE que sortira

le futur occupant. Alors, les ambitions du PDG vont-elles encore s'exprimer au point de ravir également ce poste ? Ou y a-t-il des tractations en vue de permettre aux cadres du CLR, qui ont déjà une expérience de gestion municipale (cas du 3e arrondissement où ils ont laissé une forte impression), d'accéder à ce poste ?

En tout cas, on peut comprendre que dans une équipe convergente, même à colorations diverses, l'on puisse aussi contenter les uns et les autres.



Photo: BANDOMAI/L'Union

L'Hôtel de Ville de Libreville : qui sera le 5e adjoint au maire ?

Bataille RHM/RPM : Serge Maurice Mabilia invité à édifier sa base à Mouila

Félicien NDONGO
Mouila/Gabon

LES militants du Rassemblement héritage et modernité (RHM) de la commune de Mouila ne sont pas restés sans voix, face à la situation qui prévaut au sein de leur formation politique depuis le 3 janvier dernier. Date de la tenue, à Libreville, du "Congrès de clarification".

En effet, au cours d'un point presse animé, récemment, par le responsable communal du RHM, Stéphane Mapota, tout

en apportant leur soutien à Serge Maurice Mabilia, ils l'ont néanmoins invité "à venir clarifier urgemment la situation politique actuelle". Dans son propos, Stéphane Mapota, par ailleurs conseiller municipal, a regretté "le spectacle désolant et pitoyable de déchirement auquel se livrent les leaders politiques". "Nous assistons avec tristesse et désolation à une guerre politico-juridique entre le leader du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) et celui du RHM. Une situation d'autant plus navrante qu'elle dessert

cruellement l'opposition", a-t-il indiqué.

Et d'ajouter : "dans l'attente que les juridictions compétentes se prononcent sur un éventuel litige RPM/RHM, nous, membres de la coordination communale de Mouila, restons fidèles et attachés au respect scrupuleux des statuts et règlement du RHM avec lesquels nous avons gagné des élus nationaux et locaux. Nous soutenons indéfectiblement le député Serge Maurice Mabilia (...). Toutefois, nous l'invitons à se rendre de toute urgence à Mouila, aux fins d'édifier les sages et notables



Photo: DR

Le délégué communal du RHM à Mouila, Stéphane Mapota ©, lors de sa déclaration. de cette localité sur la situation actuelle au sein du RHM".

Miroir du gouvernement

Pas de droit à l'échec !

A priori, rien ne devrait empêcher le gouvernement de mener à bien la mission que lui a confiée le chef de l'État Ali Bongo Ondimba.

Sur le plan politique, Rose Christiane Ossouka Raponda et les membres de son équipe bénéficient de la confiance pleine et entière du président de la République, doublée de celle de la Représentation nationale, largement renforcée au sortir du récent Congrès du Parlement qui a approuvé la révision de la Constitution portée par la Première ministre. De plus, empêtrée dans ses guéguerres intestines et ses propres contradictions, l'opposition ne constitue véritablement pas une menace pour le gouvernement, du moins à court et moyen terme. Et avec le vote de la loi de finances

2021, à l'issue de la seconde session parlementaire, tous les moyens semblent être en sa possession pour remettre, au cours de cette année, le pays sur la voie du développement et du progrès. D'autant que, en raison du Covid-19, 2020 aura été particulièrement éprouvante sur tous les plans.

Pour ce faire, dans la droite ligne du récent discours des vœux à la Nation du président de la République, les populations attendent vivement que le gouvernement rende public, aussi tôt que possible, le plan de relance de l'économie, les contours du plan national de vaccination contre le Covid-19, la stratégie de lutte contre le chômage des jeunes, les mécanismes d'intensification de la politique

de l'égalité de genre, de la politique de désendettement, etc. Toute chose devant se traduire par des actes concrets et palpables.

D'où la nécessité d'en finir avec les effets d'annonce qui, ces derniers temps, ont caractérisé bien des gouvernements. Tant et si bien que le fossé entre les gouvernants et les citoyens s'est agrandi. Avec ceci que la parole gouvernementale s'est décrédibilisée.

Bref, avec un alignement de constellations aussi favorable, le gouvernement se doit d'être efficace. Tant les enjeux sont énormes. Pour ainsi dire, il n'a pas droit à l'échec.

J.KOMBILE MOUSSAVOU